

Supplément 4 pages

PAYS DE L'EST ET CAPITALISME D'ÉTAT

le monde

Avril - décembre 1979

libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34 08
ccp publico
1128915 paris

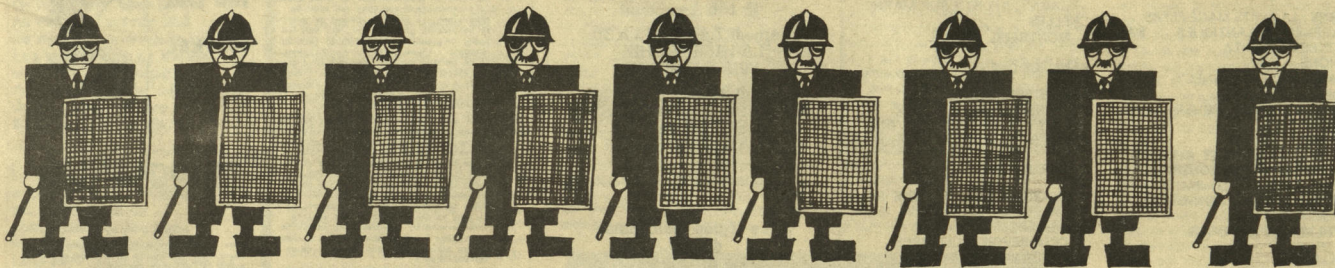
hebdomadaire

N° 308 JEUDI 5 AVRIL 1979 4 F



Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



LA RÉPRESSION TOUCHE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Le pouvoir à la recherche d'alibis
pour masquer l'échec de sa politique

**DOUZE MILITANTS DE LA
FÉDÉRATION ANARCHISTE
DEVANT LA 23^e
CHAMBRE CORRECTIONNELLE**

VOILÀ une bien étrange opération de police! Les faits vous les connaissez par la grande presse. Rappelons-les brièvement. Vendredi 23 mars, un certain nombre de militants de la Fédération Anarchiste quittent leur local pour rejoindre la manifestation contre les licenciements. Il s'agit d'encadrer et de protéger les vendeurs du *Monde Libertaire* et les manifestants libertaires qui, traditionnellement et comme les autres organisations d'extrême-gauche, se placent en queue du cortège. Tout autour de la place de la République, et pour trier les groupes qui s'y rendent, les CRS ont

installé des barrages. Nos camarades franchissent un barrage, au second ils sont interceptés. Ils finiront la manif au commissariat. Rien d'extraordinaire direz-vous. Somme toute, il s'agit d'une arrestation préventive, de la routine quoi! Détrompez vous! Si certains d'entre eux sont relâchés, douze vont être gardés à vue puis présentés au Parquet. Ils sont inculpés de port d'arme! Leurs armes? Les hampes des drapeaux noirs qu'ils portaient pour manifester, plus la possession d'un certain nombre d'objets hétéroclites qu'ils portaient sur eux au moment de leur arrestation.

Décidément, le ridicule ne tue plus! Pour ma part, j'ignorais que le code Napoléon ait calibré la hampe des drapeaux promenés dans les défilés et je ne suis d'ailleurs pas sûr que celles que transportent les anciens combattants lorsqu'ils se rendent à l'Arc de Triomphe, ne soient pas d'un calibre en-

core plus respectable! Il paraît que c'est la loi anticasseurs, la dernière de nos lois scélérates, qui le veut ainsi. Mais alors je suppose que de tenir la clé de son appartement dans sa main pour, suivant la tactique du coup de poing américain, frapper l'adversaire, est également une arme possible et dans ce cas c'est

une centaine de milliers de délinquants que l'honorable président de la 23^e chambre aurait dû faire comparaître à la barre. Soyons sérieux et examinons de près cette opération de police.

(suite page 12)

FOP.2520

en bref... en bref...

Samedi 24 mars, Philippe Butez, insoûmis à l'armée, s'est laissé arrêter par la gendarmerie de Dunkerque. Depuis il est en grève de la faim.

Bouffandeau, Favreau, Clantour, trois renouveaux de livrets militaires, après avoir vu leur « affaire » classée sans suite par le procureur de La Roche/Yon, ont eu la mauvaise surprise de se voir assignés au palais de justice de Paris. L'armée, décidée à les poursuivre, ne craint pas de se mettre hors-la-loi en violant l'article 382 du code de procédure pénale. Les renouveaux de livrets soulèvent l'incompétence du tribunal et ont décidé de ne pas se rendre à leur procès du 25/4.

Le C.L.O. Paris organise deux réunions-débats sur l'objection de conscience et ses liens sur la lutte antimilitariste. Le 3 avril à 19 h 30 mais ce n'est pas la peine d'indiquer le lieu car ce journal sort le 5 et la réunion aura déjà eu lieu, et le 7 avril à 14 h au 46, rue de Vaugirard à Paris 6°.

**Désertion
1 + 1 = 2**

Après 6 mois d'armée effectués au 503^e RCC (incorporation décembre 77, classes, ras-l'bol quotidien, étouffements, marée noire) Philippe Giroud a déserté, décidé à tout faire pour que sa désertion soit une lutte contre la militarisation. Pour situer son combat antimilitariste dans un cadre juridique clair, il a demandé le statut d'objecteur. Il avait à cette situation qu'il fut rejoint par un autre déserteur désireux de mener le même combat : Alain Port, incorporé à la BA 128 de Metz en juin 78 et lui aussi appelé en rupture de ban après 6 mois d'armée.

Aujourd'hui ils déclarent : « Nous avons tous deux fait la même demande pour affirmer notre volonté de lutter contre les institutions militaires et non pour échapper individuellement aux obligations militaires. Nous revendiquons le droit au statut pour tout individu et cela à tout moment et pour tout motif. L'obtention du statut pour des déserteurs permettrait d'élargir la brèche ouverte dans l'institution militaire par les objecteurs et Lecain. Notre lutte ne se limite pas seulement à cette obtention mais veut dénoncer le rôle politique d'une armée ».

Actuellement un certain travail a été effectué pour populariser le combat d'Alain et de Philippe. Ce fut : des prises de paroles aux meetings Larzac et au congrès de l'UPF, des distributions de tracts sur plusieurs rassemblements, des articles dans la presse et la confection d'un dossier. Maintenant les deux copains ont décidé de passer à l'étape supérieure : actions, gala et... arrestations. Ils ont décidé d'arracher le statut et c'est à nous de tout faire pour qu'ils l'obtiennent. Notre soutien s'effectuant en se rappelant que nous devons exiger la suppression de l'armée et non demander la suppression du service militaire. La lutte contre le service national n'étant qu'un des éléments (à ne pas privilégier) des luttes antimilitaristes parmi d'autres même si pour être considéré comme citoyen nous sommes confrontés aux obligations militaires. De plus, l'antimilitarisme n'est qu'un des éléments de la lutte révolutionnaire visant à changer l'ordre socio-économique existant qui est en fait la véritable origine des guerres et des armées nationales.

Soutenons Philippe Giroud et Alain Port, leur combat est nôtre
Bernard ANDRÉ

Entretien

Stop à l'A 10 !

D EPUIS Malville, ce n'est un secret pour personne, les luttes écologiques marquent le pas. Le fantastique espoir de stopper net le programme nucléaire par des manifestations de masse a laissé la place au désenchantement, et c'est avec au cœur une infinie tristesse que les troupes écologistes ont amorcé un repli généralisé vers des pratiques davantage localistes.

Tout d'abord, au fur et à mesure que les luttes locales ou ponctuelles s'enracinent dans le temps, la prise de conscience relative à leur indépendance fait son chemin. Luttés antinucléaires, contre des pollutions diverses, les autoroutes... sont de plus en plus perçues comme les aspects particuliers d'une remise en cause globale du système. L'écologie politique digère lentement mais sûrement l'écologie environnementaliste. L'ensemble autrefois disparate d'une multitude de luttes partielles recherche aujourd'hui sa cohérence à travers un mouvement désormais irrémédiable de coordinations régionales. Sans faire de la météorologie politique à la petite semaine, on peut donc estimer probable que demain la puissance de feu des luttes écologiques va se trouver renforcée par ce processus unificateur au niveau régional. Pris séparément, chaque lutte n'était qu'un coup d'épingle donné au système ; coordonnées, leur impact va désormais s'apparenter au coup de massue.

Ensuite, les écologistes ont pris conscience de leur dramatique isolement. La blitzkrieg qu'ils avaient voulu mener seuls pour empêcher la « fin du monde » n'a pas réussi à venir à bout d'un système passé depuis longtemps maître dans l'art de faire pénétrer l'aliénation jusque dans la tête de ceux qu'il exploite et opprime. Aussi, sans pour autant perdre de vue la course contre la montre qu'il s'agit de mener pour empêcher l'irréversible et qui implique de remporter rapidement un certain nombre de victoires, la plupart des groupes et le mouvement écologique dans son ensemble, s'orientent actuellement vers la recherche d'alliés. Parallèlement à la volonté de devenir le pôle attractif et coordonnateur du nouveau mouvement social (luttes régionalistes, de femmes...), on assiste en effet à un certain nombre d'accords à la base avec syndicats et partis politiques de l'opposition. En clair, l'écologie est en train de découvrir la lutte des classes et ses efforts pour s'y inclure méritent toute notre attention.

En fait, et contrairement aux apparences, le mouvement écologiste n'a nullement été désintégré après le traumatisme de juillet 1977. Son abandon momentané de la scène du spectacle témoigne d'un mûrissement lent du mouvement et en tout état de cause d'une mutation en profondeur. Pour mieux comprendre la réalité de cette mutation, les espoirs et les craintes (tentations réformistes et politiciennes) qu'elle est à même de susciter, je suis allé m'entretenir avec les membres du comité « Stop à l'A 10 » de Fenouix en Charente Maritime ; l'histoire de leur lutte est particulièrement significative de l'évolution du mouvement écolo.

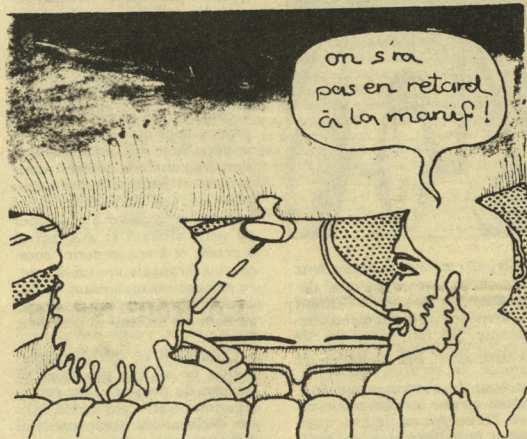
J.M.R. — Depuis deux ans, vous vous battez contre l'autoroute A 10 Poitiers-Bordeaux, vous avez réussi à populariser cette lutte dans notre région et au niveau national. Aujourd'hui, où en êtes-vous ?

Comité Stop à l'A 10 — Si on te dit qu'aujourd'hui nous mobilisons une grande part de notre énergie dans la préparation du recours en conseil d'Etat que nous venons juste de déposer, ce cliché photographique de l'étape actuelle de notre lutte s'apparenterait à un instantané sans grande signification. Pour bien situer la réalité présente, il faut reprendre le film des événements. L'autoroute A 10, comme tu l'as fort justement écrit dans *Le Monde Libertaire*, a longtemps été notre tunnel sous la Manche. De temps à autre, le projet ressurgissait, faisait la une de la presse régionale, puis retombait de nouveau dans les oubliettes d'un tiroir ministériel. Et puis, brusquement, à la surprise générale, en 1977 l'enquête d'utilité publique est tombée comme un pavé dans la mare des communes concernées par un tracé décidé par on ne sait qui. Dans notre région, la contestation a pris très vite une certaine ampleur. 28 communes affirmèrent publiquement leur opposition à l'A 10, un comité inter-communal de protection de la Saintonge regroupant 350 paysans se constitua, notre comité fut créé. Au début, nombreux furent ceux qui crurent que cette levée de bou-

Tirant les leçons de l'échec - les trompettes écologistes n'ont pas réussi à faire s'écrouler les murailles d'un Etat dont la puissance avait été sous-estimée -, la plupart des groupes se sont engagés dans un processus de réflexion sur eux-mêmes et sur le système dominant, visant à la définition d'une nouvelle stratégie. Globalement, cette réflexion s'organise autour de deux axes.

cliers et leurs annotations dans les cahiers d'enquête d'utilité publique, suffiraient à faire échouer le projet. Inutile de dire que le rapport final du commissaire enquêteur, en concluant à l'utilité publique du projet, fit l'effet d'une véritable douche froide. A la stupeur succéda très vite la résignation et le combat dut alors se mener sur deux fronts. A cet instant précis, l'ampleur de la tâche à accomplir nous donna un instant le vertige. Non seulement il nous fallait expliquer pourquoi nous refusions l'autoroute en tant que telle, mais encore il fallait rendre crédible une possibilité de victoire pour essayer d'empêcher ceux qui n'y croyaient plus de négocier à l'amiable avec Scetau-route et accélérer ainsi l'irréversibilité du projet. Notre recours en conseil d'Etat comme la brochure que nous avons réalisée s'inscrivent en plein dans cette problématique.

dage réalisé auprès des entreprises rivales que l'autoroute en tant que telle ne les motive que de façon mineure pour venir s'installer quelque part. L'existence d'un tissu industriel ou la présence d'une main-d'œuvre abondante prennent à leurs yeux une toute autre importance. A la vérité, cette autoroute doit s'analyser comme partie prenante de l'aménagement général de notre région. Elle servira aux touristes parisiens qui pourront ainsi aller s'entasser davantage et plus vite sur nos côtes, elle servira également à la centrale nucléaire de Braud-St-Louis, une bretelle y menant directement. Bref, dans une société dominée par l'Etat technobureaucratique, la volonté sans cesse croissante de centralisation implique la création d'autoroutes pour relier la capitale aux grandes métropoles régionales et aux secteurs vitaux comme la centrale nucléaire du Blayais. Cette



— Refuser le nucléaire s'explique assez facilement, les conséquences écologiques, sociales et politiques d'un tel choix sautent aux yeux, mais une autoroute, pourquoi mettre tant de détermination à la combattre. N'est-ce pas une lutte qui s'apparente à la défense des petits oiseaux ?

— Au départ, comme la plupart des paysans, nous considérons l'autoroute comme une gêne, une destruction supplémentaire de l'espace agricole. Très vite cependant, notre réflexion s'est approfondie et tout en affinant les critères que nous formulons sur un plan strictement technique (mauvais tracés, illusion des créations d'emploi...) nous avons commencé à percevoir la dimension politique du projet. Sur le plan technique, l'autoroute A 10 est effectivement un non-sens flagrant, une véritable hérésie. Comme tous les projets autoroutiers, c'est une réalisation qui s'inscrit dans le passé, dans le cadre du V^e Plan de Pompidou pour être plus précis. A cette époque, l'énergie était bon marché, le mythe de la baignole régnait en maître. Aujourd'hui, la situation a changé, l'autoroute est en complet déphasage avec la réalité. Avant de commencer les travaux, on sait qu'elle sera déficitaire. Les prévisions de trafic donnent un chiffre moyen de fréquentation journalière de 7000 véhicules. Il en faudrait 10 à 12000 pour assurer la rentabilité de la concession. Comme les mêmes prévisions font ressortir un accroissement du trafic sur la nationale, on sait déjà qu'il faudra la doubler, ce qui n'aura pas pour effet d'améliorer la situation financière de l'A 10. En fait, très vite, comme pour l'autoroute de l'Est par exemple, la société concessionnaire sera obligée de remettre la concession à l'Etat et ainsi la collectivité paiera l'autoroute deux fois. Quant à l'argument du désenclavement et de la création d'emplois, sa non-valeur est tout aussi flagrante. D'une part le doublage des nationales et l'amélioration du réseau existant suffirait amplement au désenclavement et, d'autre part, un son-

Ecologie politique

faire passer un certain nombre d'articles et de communiqués de presse. Cela étant, nous avons toujours été conscients de la signification de toute participation au cirque électoral (délégation de pouvoir, logique de la com-promission...). Notre profession de foi fut sans aucune ambiguïté à ce propos. Nous avons demandé de voter contre l'autoroute, pas pour notre candidat. En fin de compte, bien que nous n'ayons pas envie de renouveler l'expérience, nous gardons un bon souvenir de la chose. Le spectacle du panier de crabes des partis, inquiets de notre candidature et cherchant le contact avec nous, relevait du gag. Notons quand même que par la suite nous avons amené la section communiste de St-Jean d'Y à nous soutenir, y compris financièrement. C'est pas triste. Voilà pour les risques de dégénérescence de notre lutte. A mon point de vue ils sont nuls. Nous n'avons aucune illusion sur la bande des quatre et les nains politiques qui pourront ainsi aller s'entasser davantage et plus vite sur nos côtes, elle servira également à la centrale nucléaire de Braud-St-Louis, une bretelle y menant directement. Bref, dans une société dominée par l'Etat technobureaucratique, la volonté sans cesse croissante de centralisation implique la création d'autoroutes pour relier la capitale aux grandes métropoles régionales et aux secteurs vitaux comme la centrale nucléaire du Blayais. Cette

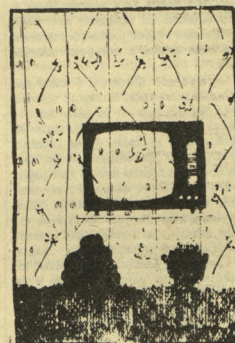
— En conclusion, comment voyez-vous l'avenir ?

— A l'heure actuelle, outre la fait que Scetau route apprécie notre action à sa juste valeur, il semble encore possible d'arrêter l'autoroute. Certes des forages ont lieu actuellement, mais la résistance des paysans à ces forages comme à la création de sablières (nécessaires aux travaux) et l'hypothèse d'un succès de notre recours en conseil d'Etat font que les dés ne sont pas encore jetés. De toute manière, nous nous opposerons à tout début des travaux. Un certain nombre d'individus dont bien sûr nous ignorons tout ont d'ailleurs déjà manifesté leur détermination en cassant des bornes ou en sabotant le matériel de Scetau route. Il paraît que les dégâts se chiffrent actuellement à plusieurs dizaines de millions. En conclusion, partout où nous pouvons nous exprimer, nous appelons à ne pas céder d'un pouce sur quoi que ce soit.

Propos recueillis par J.M. RAYNAUD

* Pour se procurer la brochure *Le Progrès ça roule* qui mérite d'être lue, pour prendre contact

Comité Stop à l'A 10
La Ferme Fenouix
17 350 St-Savinien



— Dis donc Roger, avec l'autoroute qu'ils vont faire on pourra aller voir la tante Micheline à Bordeaux un peu plus souvent...

— Oh! c'est pas encore fait, avec tous ces emmerdeurs qui sont contre tout!...

Une proposition réaliste

Pour mettre un terme à la querelle à laquelle donnent encore lieu les déclarations de Monsieur Giscard d'Estaing, concernant « l'interdiction » des manifestations au cœur des grandes cités, un député de la Majorité, Monsieur Allais, propose de transporter le centre des villes à la campagne...

POURQUOI UNE ANNÉE DE L'ENFANCE ?



Le procès de Gérard Roussel, qui devait avoir lieu le 23 mars, fut reporté au 30 parce qu'on ne pouvait « amener » le prévenu de l'H.P. de Villejuif le jour de la manifestation des sidérurgistes, la ficaille étant surchargée de « travail ».

Inculpé de violence à l'enfant, en l'occurrence de pédophilie hétérosexuelle (voir article du 22 mars), Gérard fut escorté par deux « civils ». Dès l'entrée de la cour, le procureur demanda le huis-clos. Le président dit en écho : « Après en avoir délibéré (où et quand ?) le tribunal exige le huis-clos ». Journalistes, plaignants, assistants et possibles voyeurs durent évacuer la salle.

Le couloir, appelé salle d'accueil (les hôtes étant des fils en habit), fut cependant une mine de renseignements et de réflexions. La seule famille « plaignante », portugaise, conditionnée par le forcing policier, était au complet : papa, maman et les 3 fillettes, dont 2 « victimes » de Gérard qui ne violenta jamais une des ces enfants.

La dame du greffe (greffière ?) sortit de la salle d'audience pour suggérer au papa-plaigneur de demander des dommages-intérêts ! La mère d'un garçon de 10 ans, non victime de Gérard puisque de sexe masculin, mais qui fréquentait Gérard, semblait en équilibre instable. En théorie, elle est pour la libération sexuelle ; en pratique, elle en veut à Gérard de « marginaliser » des enfants. La sexualité non conforme aux règles judéo-chrétiennes est sans doute à ses yeux marginale.

Le « couloir d'accueil » même au tribunal pour enfants, ce qui valut à tous les évacués de la salle du tribunal de voir le défilé des enfants délinquants escortés de la ficaille (3 fils pour un adolescent de 13/14 ans), se rendant devant leur juge. Deux poids deux mesures : on protège « la pureté » des petites filles et des petits garçons contre le vilain adulte, car l'enfant est sexuellement jugé irresponsable, inapte à l'amour, à l'autonomie. Quand ce même enfant vole, s'attaque à la sacro-sainte propriété, cet enfant est alors jugé responsable, accessible à une sentence pénale ! Bizarre, non ?

Outre les nombreux fils de service intra et extra la salle du tribunal, un fils gentillet veillait sur les 3 fillettes pendant que le père et la mère portaient plainte. Un plaisantin demanda à cet ange gardien : « Aimez-vous les petites filles ? ». Pas de réponse.

Un coupable était absent : le labo-photo délateur de la FNAC Montparnasse, qui mit la police sur l'affaire par le biais des films où Gérard et Joanna s'aliment. On aurait une tendance naïve à plutôt chercher les indices ailleurs !

L'avocate de la défense, maître Sénéchal, après les 4 heures d'audience, nous confia que le procureur a demandé une peine longue... avec traitement médical. La pédophilie est sans doute un crime que l'on punit en même temps qu'une maladie que l'on soigne !

Si notre attente du verdict le 20 avril est anxieuse, que dire de l'angoisse de Gérard Roussel reconduit au pavillon 28 de l'H.P. de Villejuif, déjà fourbu par 18 mois d'incarcération !

M.M. HERMET

Le 20 novembre 1959, l'organisation des nations unies adoptait la déclaration des droits de l'enfant. Cette déclaration, composée de dix principes, n'avait rien d'original et elle pouvait se résumer ainsi : l'enfant a droit à l'amour et à la protection familiale, l'enfant a droit à une patrie et à un nom, à la sécurité sociale ainsi qu'à une éducation gratuite et obligatoire, sans aucune discrimination.

En 1979, nous fêtons le vingtième anniversaire de cette déclaration qui, malgré sa banalité, n'a jamais été mise en pratique quant à l'abolition des discriminations raciales et autres. Le *Courrier de l'Unesco*, dans un excès de philanthropie, nous affirme qu'il existe un milliard de raisons pour que cette année internationale de l'enfance soit la mise en pratique des dix principes de la déclaration. Malgré tout, il est fort curieux que nous ayons dû attendre vingt ans pour que cette déclaration obtienne une certaine valeur aux yeux des Etats.



Or, il est tout aussi curieux de constater que dans cette déclaration, la liberté de l'enfant vis-à-vis des institutions est inexistante. En fait, la liberté de l'enfant passe par la patrie, la famille, la sécurité sociale et, au bout du chemin, nous n'obtenons qu'une servilité totale envers l'Etat. A-t-on déjà vu quelqu'un être libre tout en étant esclave de son intégration dans les processus éducatifs officiels ? D'ailleurs, les chefs d'Etat ne s'y trompent pas, comme par exemple Brejnev qui déclarait : « Les enfants sont notre avenir et c'est à eux de continuer l'œuvre de leurs pères et de leurs mères ». Ce qui, en langage commun, veut dire : « Les enfants sont l'avenir de l'idéologie dominante, et c'est grâce à l'éducation familiale et étatique reçue qu'ils comprendront le bien-fondé de nos actions et leur rôle consistera à défendre ce que nous leur laissons contre les attaques des déviants ». En bref, Brejnev ne faisait qu'assurer l'avenir des goulags... Quant à Giscard, il n'est guère plus précis lorsqu'il déclare : « C'est aussi de l'étonnement et des questions de l'enfant que naît la volonté de changement sans laquelle notre monde se durcirait en vieillissant ». Le changement dans la continuité s'affirme. Mais pour que les enfants s'expriment, il ne faudrait pas leur envoyer des CRS en guise de réponse. En vérité, cette année de l'enfance est une véritable duperie dont le but n'est pas d'aider l'enfant à s'affirmer, mais plutôt l'aider le plus rapidement possible à subir l'idéologie dominante du moment.

Quant aux discriminations, n'en parlons pas. Les chefs d'Etat ne vont quand même pas nous

**SOUSCRIVEZ
POUR
L'HEBDO**

faire croire qu'ils vont se saborder en donnant l'égalité totale entre tous les enfants. Qui donne l'égalité aux enfants dans tous les domaines se verra contraint à court terme de la donner dans tous les domaines à tous les adultes. Ce qui serait la négation de la hiérarchie et en même temps des capitalismes privés et d'Etat. La hiérarchie est discriminatoire et en l'abolissant ce sont les organisations sociales fondées sur l'autorité des Etats qui s'écroulent. Enfin, ne les prenons pas au sérieux car chez eux tout est affaire de mots, quant à la réalité elle est tout autre et n'est pas prête à changer tant que les individus seront considérés comme de simples machines.

Devant l'affaiblissement de l'institution familiale, les Etats ont réagi en prenant à leur compte et de manière sournoise l'éducation de ses « futurs sujets ». En fait, cette année de l'enfance est la prise de conscience des Etats de la mutation idéologique du monde, et, en tout état de cause, leur réaction consiste à s'assurer leur avenir. Notons aussi au passage que 1979 sera l'an 1 d'un impérialisme culturel dont les principales victimes seront les enfants. Impérialisme dont le but sera d'assurer dans le monde entier la puissance d'un Etat, car cette année de l'enfance est un fait purement occidental dont les répercussions à court terme se feront sur les pays « sous-développés ». Cet impérialisme n'a aucune fonction humaine vu que ses motivations et buts sont purement économiques. En fait, la réalité immédiate consiste à enseigner au petit africain et aux autres à penser et à se comporter comme un Français ou un Russe, en évitant au maximum la déviance. Les Etats l'ont compris, au nom des enfants on peut tout faire !

Quoi qu'il en soit, l'émancipation ne se fera pas dans les coulisses du pouvoir. Cette émancipation ne sera pas codée dans des déclarations pompeuses qui masquent une réalité bien différente. Si pour l'Unesco il y a un milliard de raisons pour faire cette année de l'enfance, pour nous il y a trois milliards de raisons pour s'émanciper et pour être Libres et Egaux !

Frantz OLLIVIER
(Cadillac)

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs... à vos clapiers, et vite fait, POUR SURPROCRÉER !

« Si la production des chières ne s'accélère, la France va craquer, ainsi que la liberté française ». C'est presque en ces termes que Michel Debré pontifie au nom de la Patrie (« pour laquelle un Français doit mourir ») et aussi parce que Michou est papiste, pauliste du fond des tripes ou d'autre chose. C'est la manière « démocratie française » de commenter la récente encyclique « Redemptor hominis ».

lique de France, « fille aînée de l'Eglise », comme chacun sait ou ne sait pas.

Le raisonnement de Michel est fort étrange et sa logique bolteuse n'a rien à voir avec le rationalisme cartésien pourtant de nationalité française.

Le manque d'enfants menace nos belles libertés si scrupuleusement respectées. Et Debré Michel regrette, nostalgique : « l'instinct de procréation est devenu volonté de procréation ». On peut traduire que Michel préfère - et de beaucoup - le comportement du lapin à celui de l'être humain. La liberté, à mon sens, se situerait plutôt au niveau de la volonté, qui permet l'autonomie, le choix de décision. L'instinct, à mon sens toujours, serait plutôt celui du chien, inconnu qu'en sautant la chienne il va faire une portée de chiots. L'autonomie, la liberté, c'est justement pour le couple la possibilité de choisir d'avoir un enfant, quand elle et lui le décident. Drôle de liberté que celle qui prône la surproduction des enfants « non délibérés » (sic) tout autant et plus que délibérés.

Michel a son petit côté démagogue, puisqu'il verse une larme de circonstance et de crocodile sur le chômage, l'inflation, le déficit de la Sécu, ce qui ne l'empêche nullement d'affirmer que ces problèmes seront solutionnés par un décapement des natalités ! Pauvres enseignants que l'on va limoger, faute de moufflets et de potaches à enseigner ! Il n'a pas l'idée, Michel, de songer à réduire les effectifs des classes pour obtenir une école un peu moins inefficace.

Les vieillards (et les vieillards) vont pulluler. Il n'a pas non plus l'idée, Michel, de proposer des horaires de travail moins démentiels et une politique d'éducation des loisirs.

Il est vrai que Michel Debré, s'il envoie sa prose, involontairement délirante, au quotidien *Le Monde*, n'a pas encore à ce jour favorisé *Le Monde Libertaire* du plus mince entrefilet. Le débat avec cet homme de bien à l'implacable logique sur la notion de liberté ne serait pas piquée des vers !

Il pourrait peut-être nous faire comprendre ce que signifie l'expression « les cas d'urgence et de détresse » qui à ses yeux légitiment seuls une interruption de grossesse, fébrile qu'il est dans l'attente de l'abrogation de la loi sur l'avortement. Il nous expliquerait sans doute son admiration, récente autant qu'étonnante, du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (le Coran frère cadet de l'Evangile) « où non seulement pilule et avortement sont condamnés, mais l'élan vital est encouragé » et où « les mouvements d'émancipation féminine ne se heurtent pas seulement à des mœurs » mais à un projet politique et économique.

Est-ce une place classe touriste avion direction Rome-Vatican ou direction Téhéran qu'il faut retenir pour Michel Debré ? Jean-Paul II et l'Ayatollah Khomeiny vous bénissent, mon fils, vous et les myriades de petits lapins français à venir, à consommer en civets, sauce Etat/Capital.

Marie-Madeleine HERMET
(Gr. Victorine B.)



« Le manque de respect de l'enfant dans le sein de sa mère » larmoyait Jean-Paul, 2^e du nom. « Je dis bien : faute d'enfants, la France va craquer » certifie le prophète de la droite catho-

Sauvons la famille... ?!

ATAQUER la famille, c'est devenu dans certains milieux, en particulier une certaine gauche marginale, « cool », une mode : ça fait bien, ça donne l'air libéré, libéré de quoi ? Des chaînes familiales ? On peut se demander s'ils ne se sont pas trompés de chaînes car le capitalisme, la société moderne, se chargent de faire ce travail de destruction de la cellule familiale, de cette « énorme chaîne », pour lui en substituer d'autres qui se rencontrent dans la vie de tous les jours et sont de plus en plus nombreuses (exemple peu connu : métro-boulot-dodo).

La famille, dans notre société, représente l'ordre, le respect des valeurs morales, elle transmet de génération en génération les erreurs de la société. Elle la copie, ce qui lui donne dans certains cas ce côté étouffant, attaqué fort justement par les « JCL » (les Jeunes Cool Libérées). Mais derrière ce côté négatif, la famille apporte autre chose à l'individu : la sécurité dont tout être humain a besoin pour se sentir à l'aise dans la vie. Re-

nier sa famille, c'est en quelque sorte renier ses origines, ce qu'on a été, une fuite de soi-même. Pas beau le résultat de cette fuite ! Il faut voir ces libérés à l'air paumé, à la recherche d'un quelque chose qu'eux mêmes sont incapables de définir. La famille apporte des valeurs affectives, nécessaires à l'épanouissement de l'enfant. Un enfant privé de l'amour parental sera incapable d'aimer l'autre et d'avoir des relations affectives positives. L'enfant qui n'a pas été élevé dans un milieu stable, celui qui a été délaissé, placé de famille en famille, manifeste généralement des troubles du comportement. Ce sont ces fameux enfants abandonnés, ces carencés relationnels chers à nos psy, éduc., et autres libérateurs professionnels.

On espère que dans tout cela vous n'avez pas cru qu'on essayait de défendre la « famille-travail-patrie » de notre « chère » droite et extrême-droite « CF » (clérico-facho).

Antonio et Isabel
(Gr. Grenoble)



Nucléaire

Three-Misle-Island mon amour

Au moment précis où Monsieur Giscard d'Estaing allait pour une fois tenir sa promesse : l'accélération du programme nucléaire, un comité interministériel se chargeant d'annoncer le 3 avril les mesures prises, la centrale de Three-Misle-Island en Pennsylvanie tombant en panne, c'est une drôle de bombe, c'est le cas de le dire, pour Giscard, pour Carter et tous les amoureux de la mort radieuse.

L'accident d'un réacteur de type PWR fait surgir le spectre d'un nouveau Hiroshima. La panique - bien qu'officiellement démentie par les médias - ne s'empare pas seulement des riverains menacés par la radioactivité sur un rayon de 20 km et plus, mais aussi des gouvernants. La consigne est donnée d'évacuer les femmes enceintes et les enfants d'âge pré-scolaire (jugés trop fragiles, sans doute, pour résister au gaz radioactif) ; vient le contre-ordre, la radioactivité « ayant diminué ». Comme si experts et techniciens, pris en défaut d'impuissance une fois de plus, pouvaient mesurer le degré de nocivité du gaz radioactif, alors qu'ils sont incapables de déceler la cause de la panne d'une centrale nucléaire et de parer à ses effets mortels.

L'histoire contemporaine démontre par les faits que la mort par radioactivité n'est pas forcément instantanée, que de multiples formes de cancer la précèdent. Qui peut prévoir, sûrement pas les experts en tout cas, les effets de ce séisme, provoqué de main et de cerveau d'homme, sur les habitants des environs de Three-Misle-Island vivant à 8, 16 ou 20 km de la centrale ?

Les pro-nucléaires, pour préserver leurs nucléo-dollars engagés dans l'affaire, prévoyant

authentique ? Il paraît que le nucléaire a produit en France, en janvier dernier, 14,6% de notre électricité. Plutôt que de risquer la mort, à brève ou à longue échéance, des frontaliers des centrales, ne pourrait-on, par simple bon sens et par respect de la vie, réduire la surconsommation d'électricité et de pétrole, dans le domaine des gadgets et du luxe, sans obli-

ment au cœur des habitants de la Pennsylvanie ; elle est au cœur de chaque terrien qui réfléchit et qui sait ceci : près de 230 réacteurs actionnent, dans le monde, des centrales nucléaires ; un sur deux est de type PWR ; en cas de panne, d'accident d'un réacteur de ce type, les techniciens n'ont aucun moyen de contrôle... et restent totalement impuissants à maîtriser le gaz radioactif qui s'échappe et qui plane dans l'atmosphère.

Si le cancer d'un chirurgien ou d'un radiologue exposé aux rayons X, si les mineurs victimes d'un coup de grisou... peuvent susciter une réaction de peur, de terreur, que dire du gaz radioactif, en cavale et indomptable, qui s'échappe ou peut s'échapper des 24 réacteurs PWR français et des 200 autres installés de par le globe terrestre ?

Ce qui est grave et plus encore criminel, c'est que les experts, les techniciens, les chefs d'Etat savent le danger de mort et le nient, savent aussi leur incompétence totale à parer aux conséquences d'une échappée de gaz radioactif. Pourtant, c'est le plus souvent autour de grandes villes et de villes moyennes (exemple Le Pellerin près de Nantes...) que sont implantées les centrales nucléaires. Si la centrale de Nogent/Seine est ouverte, malgré la coalition des écologistes, l'eau



la campagne mondiale contre cette prolifération démentielle qui met en danger notre planète, ont déjà fourbi leurs arguments. Le nucléaire serait, s'il est intensifié, le seul remède à la crise énergétique ; il serait aussi le moyen unique et spectaculaire de résorber le chômage. Ils oublient le 3^e argument : le nucléaire est source multiple de richesse pour les exploitants multinationaux.

Pour que ne se reproduisent ni « la nuit de New-York » ni l'historique panne française du 19 décembre 78, un seul palliatif : le nucléaire! Pour résoudre l'épineux problème du pétrole, une solution unique : le nucléaire... et donc l'implantation accélérée de nouvelles et de nouvelles centrales.

A-t-on songé, entre autres, que les super-bagnoles super-consommatrices d'énergie, que les mille et un gadgets électroménagers ne contribuent pas tellement au bonheur humain

ger pour autant les smicards et les locataires des logements HLM à se priver de chauffage ?

Le chômage résorbé par l'implantation de nouvelles centrales nucléaires... tout comme par l'ouverture de nouvelles fabriques d'armements ? Pourquoi pas plutôt une bonne petite gue-guerre qui diminuerait aussi certainement le nombre des usagers d'EDF que celui des demandeurs d'emploi ? Surtout s'il s'agit d'une guerre atomique!

L'angoisse n'est pas seule-

de Seine ne sera pas seulement polluée, mais empoisonnée, tout comme le lait des vaches paissant en Pennsylvanie laisse voir à l'analyse des éléments radioactifs.

Avant de vouloir à tout prix surproduire pour surconsommer de l'énergie, pétrole, électricité, nucléaire, si l'on commençait par sauvegarder en priorité l'énergie vitale de chaque vivant, plante, bête, humain, que tue justement le nucléaire.

Marie BONHEUR

Une mesure qui s'impose

Dès l'annonce de la catastrophe nucléaire survenue aux Etats-Unis, nous avons voulu avoir l'opinion du chef de l'Etat, principal responsable de l'extension du programme nucléaire en France, qui nous a déclaré :

« J'ai demandé fermement à ce que soit prononcée l'interdiction des constructions de centrales nucléaires dans le centre des grandes villes ».

QUAND LE MINISTRE DU CHÔMAGE PREND LA PAROLE

Les licenciements allant bon train un peu partout dans notre hexagone, il semble bien que le capitalisme se soit lancé dans une campagne de chômage jamais connue, sauf suite à la crise de 1929 peut-être. En effet, si l'on s'en tient à la logique actuelle du système, le chiffre record de deux millions de chômeurs devrait être atteint vers 1985. La situation actuelle des travailleurs dans leur ensemble n'a donc jamais été aussi aléatoire. Et bon nombre d'entre eux en ont conscience, ceux qui en sont victimes les premiers. Certains acceptent néanmoins cet état de fait avec fatalisme pendant que les Gicquel de la télévision entretiennent le mythe de la concertation.

une campagne de chômage jamais vue depuis longtemps. Et Monsieur Boulin, en responsable politique, de se lancer dans une « campagne de démagogie » rarement égalée.

Mais qu'il ne s'étonne pas, si d'aventure il venait à passer dans une cité ouvrière (ce qui ne manquerait pas de piquant et de démago... euh, pardon... de réalisme!), qu'il se trouve un chômeur irresponsable pour lui cracher à la face. Et puisqu'il n'est pas encore interdit de rêver, imaginons que de la révolte et de la colère populaires naissent une révolution et une justice sociales profondes... Alors, au banc des accusés, on retrouverait Monsieur l'ex-ministre du travail. Son avo-



A Denain, les travailleurs n'ont pas aimé la présence des flics

D'autres parfois, comme certains sidérurgistes, débordent les syndicats et essaient de faire entendre clairement leur voix, pendant qu'à la radio le ministre du chômage déclare qu'il préfère « avoir affaire aux syndicats qu'à des éléments incontrôlés et irresponsables », irresponsables de ne pas accepter docilement leur licenciement, la misère que le système leur impose avec tout l'arbitraire que le capitalisme et la société de classes impliquent.

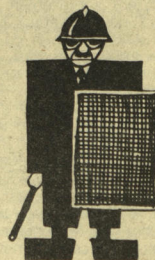
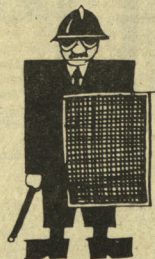
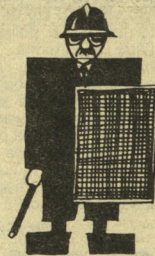
Monsieur Boulin, nous voudrions nous adresser à vous, vous qui êtes si responsable, planqué dans vos bureaux à tripoter les dossiers de la misère, d'un œil distant et froid de techno-bureaucrate assermenté, planqué dans vos réunions de conseil des Ministres à manipuler des milliards pendant que d'autres crèvent entre autres choses de désespoir.

Monsieur Boulin, nous voudrions répondre à votre bla-bla de politicien, à vos discours diffusés abondamment sur les antennes de radio-TV. Monsieur Boulin, nous souhaitons sincèrement, après toutes les conneries que vous avez pu dire, que vous soyez licencié et que du jour au lendemain, vous vous retrouviez sans boulot et sans avenir. Ainsi, vous auriez peut-être une meilleure opinion et une meilleure compréhension de ceux-là même qui refusent leur licenciement, qui refusent l'arbitraire, ceux que vous traitez d'irresponsables. Mais bien sûr, pointer à l'ANPE ça ne risque pas de vous arriver de sitôt, à vous. Alors, continuez sereinement à bla-blater, continuez à faire le jeu du système que vous représentez, continuez à soutenir les responsables... de la misère et du chômage.

Ah... Monsieur le Ministre, comme nous admirons votre dur labeur de politicien. Ah... Monsieur Boulin, quel poids, quel lourd fardeau doit peser sur vos épaules responsables. Quel art vous avez de détourner la réalité (mot que vous adorez, nous en sommes certains) à votre esprit!!! Eh... oui, le capitalisme et l'Etat se lancent dans

cat, ça nous en sommes sûrs, plaiderait irresponsable.

Jean-Michel et Martine (Groupe Petit Homme)



Argentine Des nouvelles...

LE 24 mars 1976, les militaires argentins prenaient le pouvoir à Buenos-Aires. Trois ans après, on en est-il de la situation dans ce pays, que l'on a trop tendance à oublier depuis le fameux « Mundial » du mois de juin dernier.

Sur le plan des atrocités, la situation n'a malheureusement guère évolué, les disparitions et les découvertes macabres sont toujours d'actualité. Il y a 3 mois de cela, 12 cadavres étaient retrouvés sur la plage de Santa Teriza, à quelques 300 kilomètres de Buenos-Aires, et le juge sanctionnant « présomption d'homicide » s'empressait bien sûr dans le même temps d'ordonner le secret de l'instruction... Pourtant, début février la cour suprême de justice, sentant qu'il devenait désormais de plus en plus difficile de se contenter toujours du même style de réponses : « Nous ne savons rien », face aux mêmes questions : « Qu'est devenu tel homme ou telle femme ? », demandait au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le pouvoir judiciaire puisse s'exercer normalement. Une manière élégante de faire comprendre aux généraux qu'il était maintenant grand temps d'envisager d'autres solutions pour laisser moins de traces...

On assiste également à une montée incroyable de la criminalisation des forces dites « de l'ordre ». Les abus d'autorité, les escroqueries et autres saloperies dont se rendent coupables les policiers et les militaires, ne cessent de s'intensifier. Au cours de perquisitions effectuées dans plusieurs villes, des policiers arrêtent des personnes avant de leur réclamer la bagatelle de 2 000 pesos en échange de leur liberté.

Ailleurs, c'est un caporal qui, après avoir trouvé un chèque sur le corps d'un extrémiste abattu, le remettait tout bonnement sur son compte bancaire. Cependant qu'à Buenos-Aires, un autre militaire se voyait condamner à la « lourde peine » de 6 mois de prison pour avoir volé et tiré sur un chauffeur de taxi... Enfin, plus atroce encore, l'histoire de cet homme qui passait à bicyclette devant le commissariat. Arrêté puis transporté à 15 km de là, il sera torturé par 6 policiers avant d'être abandonné. De retour chez lui, il raconte l'histoire à un juge qui ordonne l'emprisonnement des 6 policiers responsables ; le jugement sera cassé 9 jours plus tard pour des motifs « indiscutables » : pas de témoins, et les faits dénoncés ne sont pas suffisants pour maintenir 6 policiers en prison!



Par ailleurs, les cas de suicides sont de plus en plus nombreux, parfois même ils touchent des familles entières. Des personnes se suicident après avoir été expulsés de leur maison, ou encore des femmes dont les maris ont « disparu », et ne pouvant plus avec un seul salaire subvenir aux besoins de leurs enfants, se suicident avec eux. Les motifs sont donc toujours à peu près les mêmes, ils expriment les grandes difficultés économiques dans lesquelles se débattent actuellement les Argentins. Les généraux peuvent en effet se vanter de détenir un nouveau record, pas plus réjouissant que les précédents, celui de l'inflation. Alors que les économistes de la junte avaient prévu pour 1978 60% d'inflation, c'est en fait de 168% dont il s'agit au jour d'aujourd'hui. Ajoutez à cela 4% de baisse du « produit national brut », une diminution du pouvoir d'achat plus forte que nulle part ailleurs (la consommation

a chuté de 8% en 76, de 3% en 77, de 2,8% en 78, tandis que la consommation de viande passait de 104 kg par personne en 78 à 80 kg en 79) et vous aurez un rapide aperçu de la gravité de la situation économique dans ce pays. Une gravité telle que les différentes discussions entre militaires qui, depuis plusieurs mois, tentent d'institutionnaliser le régime, passent au second plan. Notons au passage le beau projet dit de réorganisation nationale. Ce projet, qui émane des généraux, estime ni plus ni moins que le gouvernement issu du coup d'Etat de mars 76 est démocratique et légitime vu que ses motivations sont justes, qu'il est internationalement reconnu et qu'il n'est en aucun cas contesté dans le pays. Une crise atteignant une telle ampleur que le ministre lui-même, Martinez de Hoz, violemment critiqué par la presse, les industriels et même certains militaires, ne fait plus l'unanimité.

Fort heureusement, on assiste du côté des travailleurs à une reprise des luttes. Après un certain fléchissement, les grèves ont repris depuis le début du mois de mars et, selon la revue politique *Confirmado* certains conflits sociaux déborderaient les syndicats, notamment celui de « Firestone » où, en janvier dernier, le secrétaire du syndicat des pneumatiques se serait plaint de n'avoir pas été consulté avant que le conflit démarre... Le 20 janvier, les dockers de Buenos Aires réclamaient 100% d'augmentation, seule façon selon eux de survivre... les employés des chemins de fer et ceux du commerce sont également en lutte, les 4 500 ouvriers de l'usine Renault de Cordoba sont en grève depuis le 6 mars, ils réclament 50% d'augmentation. L'annonce de fermeture d'un nombre important d'entreprises a provoqué de nombreux conflits. A Shell notamment, où 800 travailleurs sont menacés de licenciement, et dans une aciérie où 400 ouvriers occupent les locaux.



Le peuple argentin, bien que meurtri profondément dans sa chair, semble donc réagir à nouveau. Les militaires vont devoir faire face à une situation économique catastrophique, qu'ils ont créé eux-mêmes. De cette situation une lueur d'espoir pour ce peuple, celui de balayer Videla et sa clique.

Denis LAROÛSSINIE

Informations internationales

suisse

Pour une Fédération Anarchiste

Les 17 et 18 mars 1979 se sont réunis une quinzaine d'anarchistes à Saignelégier. Ils représentaient la Fédération libertaire des Montagnes (implantée surtout à La Chaux de Fonds), le groupe du journal *Le Détonateur* de Saignelégier, qui a un impact certain sur la population locale, l'Agence de Presse Libertaire de Zurich, le groupe Proudhon et le groupe 1^{er} Mai de la FA française, et quelques individuels suisses. Etaient excusés les membres d'Azio-ne Diretta du Tessin. La composition de l'assemblée était surtout représentative de la Suisse romande, ce qui limita en partie les débats à ces régions.

Cette rencontre a débouché sur deux décisions importantes :

- * création d'une liaison anarchiste spécifique agissant dans le courant anti-autoritaire et autogestionnaire,
- * pour appuyer cet effort, lancement d'une nouvelle série du journal *Le Réveil anarchiste*, dont la première parut de 1900 à 1947 et dont la seconde commencera avec le numéro du 1^{er} mai de cette année au rythme d'un exemplaire tous les deux mois. L'organe *APL* cesse de paraître à la faveur de la publication du *Réveil anarchiste*.

Groupe Proudhon

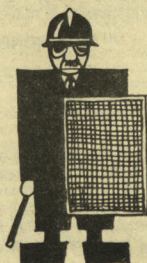
angleterre

WEEK-END LIBERTAIRE — Le Centre Ibérique de Londres organise pour les 14 et 15 avril prochains un week-end de discussions, débats, films, musique, etc. Des camarades de la CNT et du mouvement libertaire espagnol seront présents ainsi que des camarades de divers groupes libertaires britanniques.

Les discussions se feront en langues anglaise et espagnole et un service de traduction sera mis en place pour résoudre les problèmes de langues.

Tous les intéressés sont invités à s'y rendre : Centre Ibérique, ateneo cultural, 421a Harrow road, London W-9, England.

* * *



Chronique du goulag ordinaire

CHINE — Le « capitalisme rouge » continue encore et toujours sa folle et mirifique course à l'emprunt et à l'investissement ; Pékin vient en effet de recevoir 500 millions de dollars sonnants et rébuchants qui lui ont été adressés par l'Union des banques arabes et françaises... Comme on le voit, la contre-révolution persiste là-bas aussi à se vraiment très bien porter.

ALBANIE — Selon l'honorable mais néanmoins toujours aussi lamentable Agence télégraphique albanaise : « *Le nom de Staline est immortel (priez pour nous) et son œuvre, étendard de lutte et de victoire, pour le prolétariat moderne, représente un trésor de grande valeur toujours actuel* ». Toujours actuel, ça nous n'en doutons pas, surtout pour continuer à nous persuader crapuleusement que le salariat d'Etat serait autre chose qu'une simple et nouvelle forme de servitude capitaliste encore plus concentrationnaire...

AFGHANISTAN — L'absurdité capitaliste et étatique, comme à sa glorieuse et puante habitude, poursuit son bonhomme de chemin sanguinaire. L'armée, pompeusement auto-proclamée « progressiste », continue là-bas de flinguer les religieux islamiques théologiquement abrutis.

Pour ce faire et bien faire, plus d'un millier de « conseillers » militaires russes désintéressés sont désormais sur place pour « encadrer » les assassins en uniforme du régime de Kaboul. Le « camarade » Tarakhi, pour tenir le coup et renforcer son pouvoir dictatorial face à la rébellion musulmane, demande et redemande sans cesse des livraisons d'armements au « grand frère » moscovite. Celui-ci, toujours « aimable, distingué et serviable » quand il s'agit d'élargir sa sphère d'influence, a donc décidé d'intensifier ses livraisons militaires en hélicoptères, pilotes et tanks pour stabiliser plus sérieusement la classe dirigeante locale...

U.R.S.S. — Les Jeux Olympiques approchent peu à peu et l'agence Tass a besoin, pour bien « informer » les agences de presse internationales, d'un matériel considérable et des plus modernes. Plus que jamais aujourd'hui l'heure est à l'information accélérée, Moscou vient donc de signer un contrat de près de 90 millions de francs avec une firme française, afin d'acquiescer les ordinateurs qui sa technobureaucratie journalistique se devra d'utiliser durant et après ce « sublime instant ». C'est sans nul doute que nous pouvons compter sur elle, afin que les clameurs et les commentaires sportifs couvrent de leur lourdeur et lamentabilité habituelles les cris des emprisonnés et des torturés...

— Trois personnes d'origine allemande (il existe en U.R.S.S. une « minorité » ethnique d'origine allemande de près de 2 millions d'individus) pris d'une envie un peu trop « intempes-tive » de manifester leur désir d'obtenir le droit d'émigrer, ont été arrêtés sur la « place rouge » alors même qu'elles opéreraient cette démonstration publique (sans commentaire)...

— De nouvelles condamnations viennent de tomber sur les dissidents religieux, 5 adventistes viennent d'être condamnés par le tribunal de Tachkent pour « avoir diffusé de fausses nouvelles destinées à discréditer le système soviétique »...

Sofia Furltva a été condamné à 3 ans de camp à régime « normal », plus saisie de sa maison...

Serguei Maslov à 5 ans de camp à régime « sévère », plus saisie de sa maison...

Arnold Spaline à 5 ans de camp à régime « sévère », plus saisie de sa maison...

Serguei Maslov à 2 ans avec « sursis »...

Vladimir Chelkov à 5 ans de camps à régime « sévère » plus saisie de sa maison. Après avoir déjà passé plus de 20 années en internement, ce dernier a fort peu d'espoir à l'âge de 83 ans, d'avoir quelque chance de recouvrir un jour les miettes de liberté qui subsistent encore hors du système pénitentiaire russe.

DANS LA SÉRIE LES GRANDS PRINCIPES — Rien qu'en 1978, le déficit des pays de l'Est a dépassé les 8 milliards de dollars, pour les seuls 9 premiers mois de l'année les importations du capitalisme d'Etat oriental ont augmenté de 16% alors que les exportations, elles, baissaient de 1%. Aujourd'hui, avec une croissance pour 1979 d'à peine 4,3%, alors que cette dernière atteignait 5,8% en 78, le déficit global atteint près de 35 milliards de dollars. A part ça, chers amis, tout va très bien, les banquiers rouges et bruns bouffent et les prolos, comme à leur habitude, triment...

Groupe Commune de Kronstadt

Une suggestion

Après la nouvelle affaire de train postal survenue sur le Milan-Rome, et afin que notre glorieuse S.N.C.F. ne connaisse pas la mésaventure coûteuse dont sa consœur italienne vient d'être la victime, et dont sa collègue anglaise avait fait les frais voilà quelques années, nous pourrions suggérer au chef de l'Etat, Monsieur Giscard d'Estaing, de veiller désormais à ce que les trains grandes lignes, convoyeurs de fonds importants, ne passent plus en rase campagne mais uniquement dans le centre des grandes villes où les risques de vols seraient ainsi considérablement diminués... Sur les parcours des manifestations qui n'auront plus lieu par exemple...

Répression

Douze militants de la Fédération Anarchiste devant la 23^e chambre correctionnelle

(suite de la page 1)

Oui, étrange opération de police en vérité, qui visait les autonomes, où aucun des autonomes n'a été arrêté et je m'en félicite! Opération qui aboutit à un amalgame contre nature composé de chapardeurs, d'étudiants en colère, de passants curieux, d'étrangers éberlués de faire la connaissance de notre vieux palais de justice. Cohorte disparate qui était, par son contenu, un aveu même de l'impuissance de la police à coincer les autonomes, et à laquelle on a ajouté au parquet douze anarchistes pour faire le poids, en supplément en quelque sorte, et pour conférer un peu de sérieux à une opération aux résultats dérisoires et qui allait faire hurler la petite bourgeoisie attachée à l'ordre mais surtout à la propriété. Il s'agit d'une « précipitation » du parquet et ce vin tiré de façon ridicule, l'appareil judiciaire va bien être obligé de le boire!

Etranges également ces manifestations d'autonomes! Réunis par petits paquets, ils se regroupent rapidement, agissent, se disloquent, laissent les loubirds, les jeunes gens énervés et les passants curieux essayer les plâtres et fournir le matériau à une répression qui rassurera la bourgeoisie. Je ne critique pas, c'est leur affaire, je constate simplement en mettant en garde nos militants pour qu'ils ne soient pas les ratons de la fable qui tirent pour d'autres les marrons du feu. Quelle que soit notre opinion sur cette tactique, on est bien obligé de reconnaître qu'elle fournit des arguments à ceux qui parlent de provocation, et les communistes, pour dégager leur « responsabilité » devant le bon peuple et affermir leur réputation d'hommes d'ordre aptes à gouverner les foules, n'ont pas manqué de se servir d'un accident banal, un filic en civil dans la manifestation, pour accréditer



Vendredi 23 mars, la marche sur Paris organisée par la C.G.T. et à laquelle la police interdira à la Fédération Anarchiste de participer

(Photos page 12 - J.C.C.)

ce thème qui leur est cher et qui consiste à accuser tous leurs opposants d'extrême-gauche d'être des provocateurs. Il est vrai qu'ils en ont tellement, eux, dans leurs rangs, et au plus haut niveau, celui de leur bureau politique et de leur secrétariat, qu'on les comprend lorsqu'ils

A l'audience lundi dernier, le contraste entre les « manifestants » arrêtés et les douze militants de la Fédération Anarchiste, était évident, et la presse, même celle qui ne débordait pas de sympathie pour nous, a bien été obligée de l'admettre. Dix d'entre eux ont été remis en liberté provisoire en attendant d'être jugé sur le fond la semaine suivante. Les deux autres ont été gardés à la disposition de la justice. Les avocats de la Fédération Anarchiste et de la Ligue des Droits de l'Homme avaient clairement posé le problème : « Vous pouvez les accuser d'être des anarchistes, mais vous ne pouvez pas les condamner car ils n'ont commis aucun délit ». L'accusation de port d'arme est ridicule! Tous les services d'ordre, y compris celui de la CGT qui paraît jouir d'une certaine estime auprès des pouvoirs publics, prend quelques précautions élémentaires pour canaliser une manifesta-

tion où des gens mal intentionnés peuvent se glisser. Est-ce à dire que tout danger est écarté pour nos camarades? Je ne le crois pas et j'attire l'attention de nos amis. Dans ce procès où la montagne risque

bien d'accoucher d'une souris, l'accusation fera tout pour obtenir une condamnation qui la dédouane et qui permette au parquet de masquer sa légèreté! Et là est le véritable danger! Au moment où j'écris ces lignes, je ne connais pas encore l'issue du procès, mais les menaces du gouvernement comme l'aigreur de la presse contre les « casseurs », formule commode qui servira à englober tous les gêneurs, doivent attirer notre attention. Pour reconverter son économie, ce qui laissera des plaies profondes dans la classe ouvrière, le pouvoir va continuer à dramatiser les luttes ouvrières et il le fera en s'attaquant de préférence à l'extrême-gauche révolutionnaire qui a moins de surface et surtout de surface électorale, pour résister aux assauts de la filaille. Déjà on essaie de saisir la Fédération Anarchiste à la gorge. Des poursuites sont engagées contre nos organisations, on nous attribue des textes, des affiches dont nous ignorons l'existence. La police, munie d'une commission rogatoire, a perquisitionné dans nos locaux, en pure perte d'ailleurs! Il semble bien que pour donner satisfaction à la bourgeoisie inquiète, le gouvernement est résolu à faire des exemples!



Pour notre part nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire! Nous alertons toutes les organisations ouvrières. Celles-ci savent bien qu'on jette à la foule des imbéciles quelques têtes d'extrême-gauche... pour voir! Et lorsque l'essai est concluant, alors ce sont toutes les organisations ouvrières qui à leur tour passent dans le laminoir. C'est ainsi que cela a commencé d'abord en Italie puis en Allemagne il y a une cinquantaine d'années.

Nous appelons tous les travailleurs à se dresser contre la répression, pas seulement celle qui frappe la Fédération Anarchiste et douze de ses militants, mais contre toutes les répressions, quelle que soit l'organisation qu'elles agissent. S'il est un terrain où les différences doivent s'effacer, c'est le terrain de la solidarité de classe.

Nous sommes attentifs à la situation difficile que nous traversons et nous n'hésiterons pas au besoin à appeler les travailleurs à des manifestations, interdites ou pas, qui ne seront plus de simples promenades dominicales, mais des lignes de combats sur lesquelles il faudra combattre ou subir.

Maurice JOYEUX

A l'heure où paraîtra ce numéro du *Monde Libertaire*, le jugement concernant nos camarades aura été prononcé. Les délais d'impression de notre journal ne nous ont hélas pas permis de pouvoir vous le faire savoir et le commenter ici. Nous en traiterons donc dans notre prochain numéro. En attendant nous publions ci-dessous la déclaration commune faite au tribunal par nos 12 compagnons qui ont tenu à se défendre collectivement.

« En réponse aux licenciements annoncés dans la sidérurgie, le vendredi 23 mars la C.G.T., en commun avec les sidérurgistes du nord et de l'est, appelait à une manifestation dans Paris.

La Fédération Anarchiste comptait apporter sa solidarité par la présence de son cortège, et proposer son projet économique autogestionnaire à l'ensemble des travailleurs présents ce jour-là.

A cet effet, les militants se rendaient à la manifestation avec banderoles, drapeaux, tracts et journaux dans le but de manifester pacifiquement. Alors que nous nous rendions sur le lieu du rassemblement, vers 17 h, avenue de la République, nous fûmes arrêtés par les forces de police avant d'avoir pu rejoindre la manifestation. Nous faisons partie des militants qui devaient prendre en charge la bonne tenue du cortège et assurer la sécurité des personnes venant rejoindre notre mouvement. Nous avons une tâche collective, autant vis-à-vis de la sécurité des manifestants que de la divulgation de nos propositions économiques révolutionnaires par voie orale (slogans), écrite (tracts, journaux) et visuelle (banderoles et drapeaux).

Les militants chargés d'apporter les éléments nécessaires à la constitution du cortège et de la propagande ayant été arrêtés et leur matériel confisqué, la Fédération Anarchiste a été la seule organisation à ne pouvoir apparaître.

A travers l'arrestation des militants de la Fédération Anarchiste, c'est la liberté d'opinion et le droit pour tous de manifester qui ont été remis en cause.

COMMUNIQUÉ COMMUN

Vendredi 23 mars, au cours de la Marche sur Paris avec les sidérurgistes, organisée par la CGT, plus de 160 personnes ont été arrêtées. Parmi elles, 48 manifestants ont été choisis pour être inculpés au titre de la loi anticasseurs; pour 32 d'entre eux, d'autres charges ont été retenues, telles que violences à agents, vol, port d'arme par destination.

Parmi eux, 12 militants de la Fédération Anarchiste ont été arrêtés avant même qu'ils ne rejoignent le cortège et inculpés de port d'arme par destination alors que, composant le service d'ordre de la F.A., ils étaient porteurs de drapeaux et de leurs banderoles.

Une justice expéditive a permis que 32 inculpés passent en flagrant délit le lundi 26 mars. Cette procédure, comme la loi anticasseurs, laisse toute possibilité à l'appareil judiciaire de condamner n'importe qui sur de simples présomptions.

Le vendredi 23 mars, alors que des milliers de travailleurs étaient dans la rue, les forces de l'ordre ont essayé de pénétrer dans le cortège, se sont tenus tout le long de la manif dans une attitude provocatrice, et ont cassé la manifestation, provoquant sa dispersion. Les manifestants arrêtés et inculpés ont été choisis comme otages pour essayer d'intimider d'éventuels participants aux manifestations. Les procès qui vont avoir lieu sont la concrétisation de la volonté du pouvoir de restreindre aujourd'hui les possibilités de manifester, par la terreur policière sur le terrain puis la terreur judiciaire.

Cette répression s'inscrit dans le cadre de toutes les attaques policières contre les manifestations légitimes de colère des travailleurs, de même qu'à Nantes, Caen, St-Chamond et lors de la dernière manifestation Larzac à Paris.

La dernière campagne des responsables de la Majorité au Conseil de Paris, relayée par une certaine presse pour interdire purement et simplement les manifestations légitimes, entre bien dans ce cadre répressif.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que se concrétisent ces intentions: le Président de la République, s'empressant d'y souscrire. Le pouvoir gravit un échelon de plus dans la répression.

NOUS CONDAMNONS CETTE NOUVELLE ATTEINTE AUX LIBERTÉS Q'EST CETTE TENTATIVE D'INTERDIRE TOUTE MANIFESTATION

Les organisations soussignées appellent tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières et démocratiques à se mobiliser contre la répression du pouvoir: — pour le droit de manifester — contre toutes les mesures expéditives et arbitraires de la justice (loi anticasseurs, flagrants délits) — pour la levée de toute inculpation et la libération immédiate de tous les inculpés.

C'est une campagne d'ampleur que nous devons mener dès aujourd'hui.

Les organisations signataires appellent à se rendre massivement aux audiences des procès les 2, 3 et 4 avril prochains et prendront toutes les initiatives de soutien nécessaires aux inculpés.

Fédération Anarchiste - Ligue Communiste Révolutionnaire - Organisation Communiste des Travailleurs - Ecole Emancipée - Union des Travailleurs Communistes Libertaires - Confédération Nationale du Travail Française 2^e Union régionale - Comité Communiste pour l'Autogestion - UD-CFDT Val de Marne

COMMUNIQUÉ

12 militants de la Fédération Anarchiste sont inculpés de port d'arme par destination (drapeaux, banderoles) et tombent sous le coup de la loi anticasseurs. 2 d'entre eux ont été maintenus en prison jusqu'au procès du 4 avril.

Quels que soient les jugements rendus par le tribunal correctionnel pour les 32 inculpés les 2, 3 et 4 avril, c'est la liberté de manifester qui est remise en cause.

Cette procédure et cette loi scélérates permettent d'inculper n'importe quelle personne sur de simples présomptions. Ces inculpations démontrent une fois de plus la volonté répressive d'un Etat contre l'ensemble du mouvement révolutionnaire dont la Fédération Anarchiste est une composante.

Nous appelons l'ensemble des camarades à riposter avec la Fédération Anarchiste contre cette escalade dans la répression.

FÉDÉRATION ANARCHISTE — 2 avril 1979